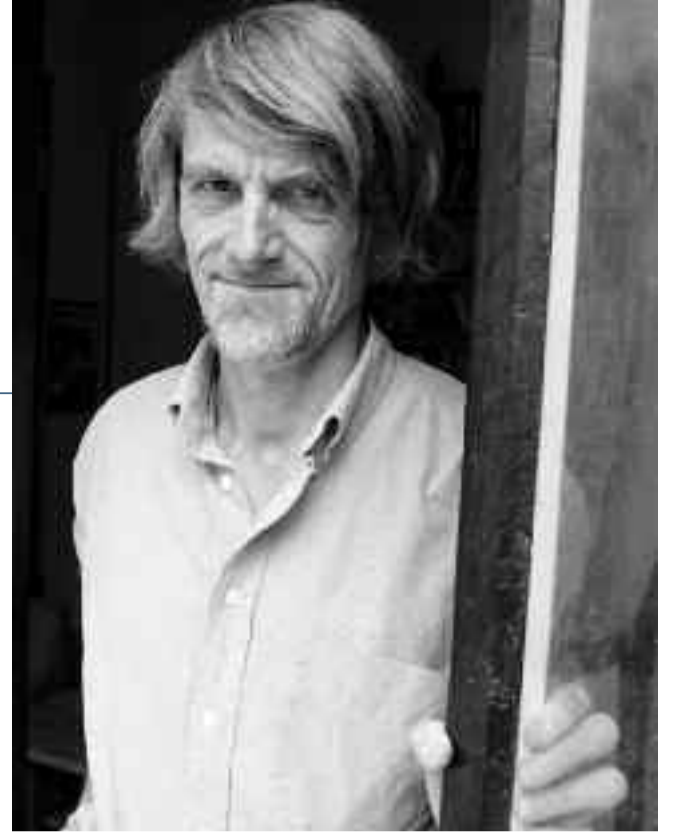


Re-Bel: repenser la Belgique au sein de l'Europe



Repenser radicalement les institutions belges dans le contexte européen. C'est l'objectif que se sont fixés Philippe Van Parijs (ESPO/ETES), Paul de Grauwe (K.U.Leuven) et quatre autres professeurs en lançant l'initiative Re-Bel, *Rethinking Belgium's Institutions in the European Context*. Une occasion pour les intellectuels de faire avancer le débat public.

La Quinzaine: «Re-Bel», c'est un appel à réformer les institutions belges actuellement en crise?

■ **Philippe Van Parijs:** L'initiative n'est pas directement liée à l'actualité immédiate. L'accent a été mis sur le contexte européen car, aujourd'hui, on ne peut plus penser les institutions belges sans penser à ce contexte. Il y a aussi une grande analogie entre les problèmes qui se posent à la Belgique, soit une forte décentralisation de compétences dans un contexte multilingue, et ceux qui se posent à l'Europe. Notre initiative ne se veut nullement «bel-

giciste». Pour permettre un fonctionnement plus démocratique, il faut décentraliser des compétences autant que possible à une échelle où les gens peuvent interagir dans leur langue maternelle.

Concrètement, comment s'organise cette initiative?

■ Cette réflexion associera des universitaires belges issus de nombreuses disciplines, lors de workshops sur des questions spécifiques. Chaque année, un événement public sera l'occasion d'associer à la réflexion des collègues étran-

gers, des politiques, ainsi que la communauté internationale basée à Bruxelles. Les rencontres auront lieu à la Fondation Universitaire. Elles seront préparées et relayées par des e-books, téléchargeables sur notre site web.

L'initiative a-t-elle reçu un bon accueil?

■ Dans l'ensemble excellent. Avec cependant, parfois et surtout parmi les plus âgés, une réserve concernant la langue de travail. Le choix de l'anglais se justifie par trois raisons: nous voulons associer des intellectuels étrangers à notre travail. Ensuite, nous souhaitons joindre à notre réflexion la communauté internationale basée à Bruxelles. Enfin, les jeunes générations belges connaissent désormais mieux l'anglais que la seconde langue nationale. Or, nous voulons contribuer à construire les institutions de la Belgique du 21^e siècle. Pas rêver à une Belgique qui n'existe plus ou n'existera jamais.

Comment définissez-vous le rôle des intellectuels dans le débat public?

■ Nous avons une liberté fantastique. Mais aussi de ce fait une responsabilité,

qui consiste à dire ce qui nous semble vrai, et ce qui nous paraît juste à la lumière de nos jugements de valeur, que nous devons être prêts à expliciter. Les universitaires ont en particulier le devoir de dire les choses désagréables, que les politiques ou les médias ne peuvent se permettre d'exprimer car elles déplaisent à leurs électeurs, lecteurs ou spectateurs. Il est crucial pour nous d'écouter les arguments des autres, et de pouvoir leur donner raison. C'est en s'écoulant qu'on peut dépasser la peur que l'autre peut nous inspirer. En Belgique, il faut casser la logique des fronts, des blocs. Les universitaires peuvent et doivent y collaborer.

Cette liberté d'expression s'exerce-t-elle sans contraintes?

■ Il se peut que les universitaires sous contrat avec les pouvoirs publics ressentent des pressions. De mon côté, je n'en ai jamais subi. Au niveau interne non plus: pour l'UCL, il est important que nous soyons présents dans le débat public. C'est du reste une des missions expressément confiées à la Chaire Hoo-

Philippe Van Parijs: «Les universitaires ont le devoir de dire les choses désagréables que les politiques ou les médias ne peuvent se permettre d'exprimer.»

ver. Mais l'université n'est pas engagée comme telle par nos prises de positions et ne juge donc pas nécessaire de les censurer.

Les universitaires sont-ils écoutés?

■ J'ai toujours trouvé qu'il y avait de l'écoute du côté des politiques. Cependant, la possibilité de pénétration d'une idée dépend aussi de l'aptitude des politiques à la comprendre et à en faire quelque chose, ce qui n'est pas toujours facile pour ceux qui ont le nez sur les échéances électorales. Les universitaires ont pour tâche de dire ce qui est socialement désirable bien avant que ce ne soit politiquement possible, et ils contribuent ainsi à le rendre politiquement possible. **Propos recueillis par Fany Grégoire**

www.rethinkingbelgium.eu

Sans-papiers : mobilisation soutenue à l'UCL

Depuis le 30 janvier, des sans-papiers occupent l'ancienne poste de LLN. Ils sont soutenus par les étudiants, le personnel et les autorités. Les étudiants se sont mobilisés au quotidien pour garder un cap à cette occupation, évitant les actions désespérées. Récit.

Vendredi 30 janvier. Une septantaine de sans-papiers arrive à l'UCL. Ils viennent de l'ULB, où ils occupent le hall de sports depuis quelques mois. «Vous êtes ici chez vous, sur votre sol», leur dit Xavier Renders, vice-recteur aux Affaires étudiantes. Un lieu (l'ancienne poste, place Galilée), des matelas et des blocs sanitaires ont été trouvés pour eux. «Un accueil très chaleureux auquel nous ne sommes pas habitués», commente Amal, une des occupantes.

UNE MOBILISATION EXEMPLAIRE

À Louvain-la-Neuve, l'accueil a primé sur l'occupation sauvage. Les étudiants ont négocié la venue des sans-papiers avec les autorités bien avant leur arrivée. Et ce dans les règles. D'abord, ils ont pris position en Conseil AGL (Assemblée générale des étudiants de Louvain) en décembre. «On a passé des heures à s'informer pour se forger un avis rigoureux. On s'est mis d'accord sur trois revendications: la fermeture des centres fermés, un moratoire sur les expulsions et l'adoption de critères clairs de régularisation», explique David Méndez Yépez (3^e bac, économie), représentant AGL. Une position mesurée puisqu'ils n'ont pas réclamé de régularisation massive. Ensuite, une motion a été adoptée par le Conseil d'administration. Enfin, le vice-

recteur aux Affaires étudiantes, Xavier Renders, a été mandaté sur cette question.

UN COLLECTIF DE SOUTIEN

Après l'arrivée des sans-papiers, les étudiants se sont très vite organisés. «C'est là qu'on n'a plus dormi pendant trois semaines!», lance Jean-Gabriel Vermeire en souriant, lui aussi représentant AGL (3^e bac, sciences politiques). Nourriture, contact presse, logistique, soins de santé, ils ont créé un collectif de soutien. Et les rencontres se sont nouées: le kot Oxfam a servi thés et cafés, l'Alimentakot a récolté des vivres, le Cafrikap a fait connaître leurs régions (d'Afrique principalement), le Kot droits de l'homme a réalisé un film-documentaire, le Cap course a organisé un match de foot, «Petit à petit, les sans-papiers ont fait connaître leur histoire à la communauté universitaire», poursuit David Méndez Yépez. Pendant ce temps, les négociations politiques piétinaient. «Nous attendions beaucoup de la rencontre, le 13 février, de l'UDEP (Union de défense des sans-papiers) avec la ministre Turtelboom (Open VLD)», poursuivent-ils. Elle aboutit à une impasse. Déçus, les étudiants ont alors décidé d'étendre le mouvement. D'autant plus que la tension est montée: à la VUB et à

l'ULB ont débuté les premières grèves de la faim. L'AGL a donc usé de ses contacts avec les universités de Namur, Saint-Louis et la K.U.Leuven qui ont ouvert, elles aussi, leur campus aux sans-papiers. Parallèlement, une fédération intercommunautaire d'étudiants en soutien aux sans-papiers s'est créée.

RELAIS ACADÉMIQUES

Côté académique, la mobilisation s'est aussi organisée, avec la création d'un Comité de soutien universitaire et la signature par plus de 500 membres d'universités d'une carte blanche. Elle est parue le 18 mars, un an après l'accord gouvernemental définissant des critères

de régularisation. Le même jour, un texte préparé par le Pr Jean-Yves Carlier (DRT/INT) a été remis au Premier ministre par une importante délégation (universités, syndicats, théâtres, etc.). «Les académiques sont scandalisés par le comportement du gouvernement», explique Jean de Munck (ESPO/POLS/ANSO). «Il y a un vrai blocage politique», dit-il encore. Avec un petit groupe de professeurs et chercheurs des Unités d'anthropologie, de sociologie et de la Chaire Hoover, ils ont mis sur pied un cycle de conférences.

À Louvain-la-Neuve, l'objectif est aujourd'hui que les habitants et l'Université poursuivent l'action des étu-

dants, qui entreront bientôt en examen. Un groupe de citoyens a pris le relais, du moins jusqu'au 30 juin. «Le soutien est très important, poursuit Jean de Munck, car il empêche les actions désespérées. Ce sont ces actions d'insertion et cette solidarité volontaire qui les aident à trouver de l'emploi, scolariser leurs enfants, créer un tissu social, ... Sans cela, la régularisation est vaine.» **Alice Thelen**

Le blog de l'occupation UCL: <http://ucl-sanspapiers.skynetblogs.be/>
Le Comité de soutien universitaire pour les sans-papiers: <http://csusc.agora.eu.org/>
Le blog de l'UDEP: <http://sanspapiers.skynetblogs.be/>

En février, les étudiants manifestaient dans les rues de Louvain-la-Neuve.



Se mobiliser

Les sans-papiers accueillent le public tous les jours à 16h autour d'un thé pour expliquer leur action. Pour contribuer concrètement à la mobilisation, deux actions sont également possibles: apporter au lieu d'occupation (Place Galilée) du matériel (savon, dentifrice, torchons, serviettes, ...) ou des vivres (poulet, huile, riz, tomates, œufs, conserves de poisson, boîtes de lait) ou faire un don sur le compte Mécénat UCL, 271-0366366-29 avec la mention CVRC 0951 Mécénat Sans-Papiers.